

Clair-obscur

*L'*année 2019 aura été marquée par les incertitudes politiques et économiques qui ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et sur la croissance mondiale. Les tensions protectionnistes issues des États-Unis, les interrogations sur le chemin que prendra le Brexit, les questions sur les moteurs de l'économie chinoise mais aussi, au niveau sectoriel, les difficultés du secteur automobile dans un contexte de transition énergétique, auront largement contribué à obscurcir les perspectives de croissance.

En cette fin d'année 2019, le tableau n'est toutefois pas complètement sombre. Après avoir soufflé le chaud et le froid sur leurs négociations commerciales avec la Chine, les États-Unis semblent davantage désireux de conclure un accord, avant l'élection présidentielle à venir. Alors que le Royaume-Uni et ses partenaires européens oscillent depuis de longs mois entre espoirs déçus et lassitude, la perspective d'un Brexit sans accord semble tout de même s'éloigner.

Si la crainte d'un retournement conjoncturel global s'atténue, on peine à discerner le mouvement d'ensemble qui serait susceptible de redonner du souffle à l'économie mondiale. Il faut donc se contenter d'un tableau en clair-obscur, avec des facteurs de soutiens monétaires et budgétaires, mais aussi des contrastes, voire des défauts de coordination.

Les indicateurs conjoncturels les plus récents suggèrent ainsi que l'économie de la zone euro – dont singulièrement l'économie allemande – ne ralentirait pas davantage, voire accélérerait légèrement d'ici la mi-2020. Les grands pays de la zone euro ont en effet, chacun à leur manière, mis en place des mesures de soutien au revenu des ménages. Certes, comme dans le passé récent, elles contribueraient en partie à l'accroissement

de l'épargne. Mais la résistance de la demande intérieure permettrait à la croissance de la zone euro d'atteindre 0,3 % au deuxième trimestre 2020 (après +0,2 % aux trimestres précédents).

La croissance française se maintiendrait autour de ce niveau mais avec quelques nuances. La confiance des ménages s'est nettement redressée depuis un an avec l'accélération du pouvoir d'achat. Leur consommation continuerait de progresser à un rythme régulier, y compris fin 2019, malgré le recul des dépenses de transport sous l'effet des mouvements sociaux. Le commerce extérieur ne contribuerait à soutenir la croissance qu'au quatrième trimestre 2019 : les exportations accéléreraient en fin d'année dans le sillage d'importantes livraisons aéronautiques et navales mais elles ralentiraient par contrecoup au premier trimestre 2020. L'investissement des entreprises pourrait également décélérer et, comme dans le reste de la zone euro, les dynamiques sectorielles seraient contrastées : les services tiendraient bon mais la production industrielle marquerait le pas voire fléchirait, tandis que la construction pourrait pâtir du ralentissement des travaux publics à l'approche des élections municipales.

Au total, la croissance française s'établirait à +0,3 % au quatrième trimestre 2019, fléchirait légèrement à +0,2 % au premier trimestre 2020 avant de remonter à +0,3 % au trimestre suivant, pour un acquis de +0,9 % à la mi-2020, après +1,3 % sur l'ensemble de l'année 2019. L'emploi ralentirait (près de 90 000 créations nettes prévues au premier semestre 2020, contre plus de 260 000 sur l'ensemble de l'année 2019) mais le taux de chômage resterait orienté à la baisse, de l'ordre de -0,1 point par trimestre (soit 8,2 % prévu au printemps). ■

Avec une légère détente sur le front commercial, les échanges mondiaux reprendraient un peu d'élan début 2020

Les perspectives du commerce mondial s'éclaircissent un peu, mais la croissance économique se tasse

Les États-Unis et la Chine ont mis en application en septembre un nouveau train de relèvement de leurs tarifs douaniers. Cette escalade protectionniste a contribué à freiner la dynamique du commerce mondial en 2019 : il ne croîtrait que de 0,9 % après +4,6 % en 2018. Par ailleurs, les instances américaines ont relevé en octobre les droits de douanes sur les achats de certains produits européens. La hausse de ces barrières douanières sur les importations d'avions, de vins et de fromages français ne devrait toutefois n'avoir qu'un effet limité à court terme sur les livraisons et, *a fortiori*, l'activité française (*éclairage de la fiche Échanges extérieurs*). Les velléités protectionnistes semblent en outre s'atténuer, laissant espérer un apaisement dans cette guerre commerciale. En effet, les États-Unis et la Chine ont repris les négociations à l'automne et le soutien à l'activité économique figure parmi leurs principaux objectifs pour 2020. Les échanges mondiaux pourraient donc reprendre de l'élan et leur acquis de croissance à la mi-2020 s'élèverait à +1,1 %.

L'activité des économies avancées décélère

Comme les échanges extérieurs et en lien avec la baisse du climat des affaires, le produit intérieur brut (PIB) des économies avancées ralentirait en 2019, progressant de 1,7 % après +2,2 % en 2018 (cf. *infra*, *Chiffres-clés*). Cette baisse de régime concerne les États-Unis comme l'Europe.

L'activité allemande se remet progressivement de son passage à vide

L'activité allemande n'a que faiblement redémarré après son repli au printemps

Le ralentissement économique a conduit à une croissance du PIB en zone euro de +0,2 % au troisième trimestre (comme au deuxième, après +0,4 % au premier trimestre 2019). Alors que l'activité française a continué de croître à un rythme régulier de +0,3 % par trimestre, les tensions protectionnistes ont davantage pénalisé la production industrielle allemande. Le PIB allemand s'est replié au deuxième trimestre (-0,2 % après +0,5 % au premier trimestre) puis n'a crû que de 0,1 % au troisième trimestre, dans un contexte de baisse de l'investissement en équipement en lien avec celle de l'activité industrielle.

La croissance espagnole est restée un peu plus vive que celle de la France et nettement plus que celle de l'Italie

En Espagne, l'activité a aussi ralenti (+0,4 % à l'été comme au printemps après +0,5 % à l'hiver), tout en restant un peu plus dynamique qu'en France. En Italie, la croissance est demeurée quasi nulle (+0,1 % par trimestre depuis le début de l'année), du fait notamment d'une consommation toujours atone. En France, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont restés relativement robustes, permettant de compenser les contributions négatives du commerce extérieur à la croissance depuis le début de l'année. Malgré des rythmes de croissance hétérogènes, ces quatre pays ont tous en commun d'avoir mené des politiques budgétaires contribuant à l'accélération du pouvoir d'achat en 2019. Cependant, les consommateurs n'ont pour l'instant consommé qu'une partie de ces hausses de revenu réel et leur épargne a donc augmenté (*graphique 1*).

Le prix du pétrole se maintient autour de 60 \$ et les taux restent bas

La Fed a de nouveau baissé ses taux directeurs en octobre

Après deux premières baisses en 2019, la Réserve fédérale (Fed) a de nouveau réduit d'un quart de point les taux directeurs américains en octobre. De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a repris en novembre ses achats obligatoires, en raison d'une inflation sous-jacente qui demeure nettement inférieure à 2 % en zone euro (1,1 % en octobre). Après un point bas durant l'été, les taux souverains à 10 ans de la zone euro se sont un peu redressés tout en restant négatifs pour l'Allemagne et la France. Le taux de change de l'euro a quant à lui évolué autour de 1,11 \$ à l'automne (taux retenu pour l'hypothèse de prévision).

Le ralentissement économique mondial ne suggère pas d'envolée des cours du pétrole

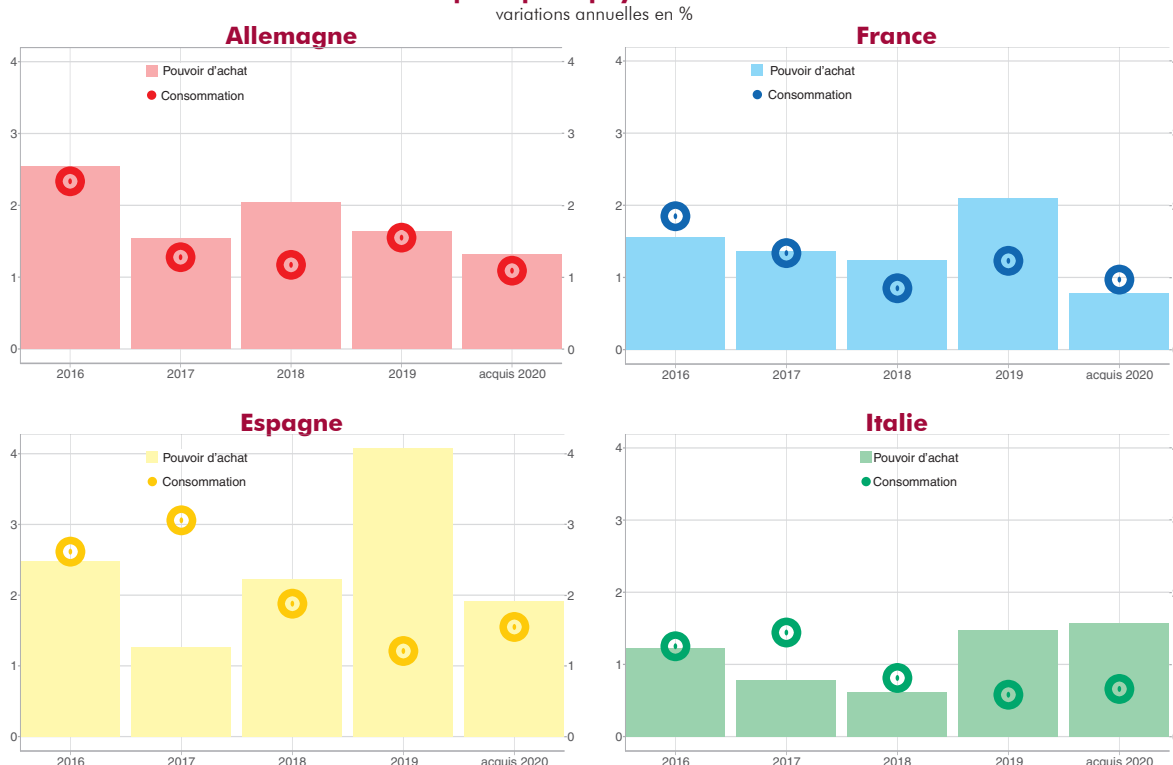
Malgré les quotas de l'Opep, l'embargo américain sur le pétrole iranien ou les difficultés de production vénézuélienne, le ralentissement économique mondial contribuerait à maintenir le prix du baril de Brent proche de 60 \$, hypothèse retenue en prévision.

La croissance mondiale continuerait de se tasser

Le ralentissement économique concernerait les États-Unis...

Aux États-Unis, l'activité économique ralentirait en 2019 (+2,3 % après +2,9 % en 2018) sous l'effet d'une contribution de nouveau négative du commerce extérieur (-0,3 point) ; en outre, les effets des relances fiscales de 2018 s'estompent, ce qui conduit à un ralentissement de la consommation des ménages (+2,6 % en 2019 après +3,0 %) et de l'investissement privé (+1,3 % après +4,6 %). Au quatrième trimestre 2019, la croissance américaine se modérerait de nouveau à +0,3 % après +0,5 % aux deuxième et troisième trimestres 2019. En effet, la demande intérieure ralentirait, tandis que le commerce extérieur ne soutiendrait toujours pas l'activité.

1 - Les gains de pouvoir d'achat seraient plus dynamiques que la consommation en 2019 dans les principaux pays de la zone euro



Source : Eurostat, prévisions Insee à partir de 2019

L'activité japonaise serait quant à elle pénalisée en fin d'année par le repli de la consommation consécutif au relèvement de 2 points de la taxe à la consommation en octobre, avant de retrouver ensuite une croissance modérée au premier semestre.

... comme les émergents

En Chine, le ralentissement continu de la production industrielle et l'essoufflement de la demande intérieure pèseraient de nouveau sur l'activité. Les exportations chinoises continueraient de freiner nettement (+0,1% en acquis à la mi-2020 après +2,2 % en 2019 et +6,6 % en 2018). Le ralentissement affecterait également d'autres grandes économies telles que la Russie dont la croissance passerait à 1,4 % en 2019 après 2,2 %, ou encore l'Inde, pour laquelle le freinage serait plus marqué (+4,7 % en 2019 après +7,4 %). Le ralentissement de l'activité brésilienne en 2019 (+1,1 % après +1,3 % en 2018) serait toutefois plus modéré. Profitant d'un reflux de l'inflation et d'une stabilisation de son taux de change, la Turquie confirmerait sa reprise économique. En Argentine, les perspectives économiques demeurent sombres en raison d'une inflation galopante et de la baisse du pouvoir d'achat. Enfin, dans les pays d'Europe centrale et orientale, le climat des affaires baisse, dans le sillage du ralentissement de la zone euro.

La croissance britannique serait de nouveau bridée par les incertitudes sur les modalités du Brexit

Enfin, l'activité au Royaume-Uni ne croîtrait qu'à peine (de l'ordre de 0,0 % à +0,1 % par trimestre) jusqu'à la mi-2020, dans un contexte d'incertitude lié au Brexit ne permettant toujours pas à l'investissement des entreprises de redémarrer.

La reprise progressive en Allemagne conduirait à une croissance européenne modérée

En Allemagne, comme ailleurs, l'industrie reste plus fragile que les services

Dans les principales économies de la zone euro, le moral des industriels s'est nettement dégradé, bien plus que n'a baissé le climat des affaires dans les services (*graphique 2*). Selon les indicateurs de climat des affaires de la Commission européenne, les soldes d'opinion dans l'industrie ont perdu 20 points en zone euro depuis le début de l'année 2018 et plus de 30 en Allemagne, contre un repli dans les services de respectivement 7 et 8 points seulement. Ces difficultés industrielles ont pu peser sur le moral des ménages et, par conséquent, sur leurs achats (*éclairage de la fiche Allemagne*). Après ce passage à vide, les espoirs de reprise de l'activité allemande proviendraient de la demande intérieure, notamment de la consommation des ménages qui bénéficierait des gains de pouvoir d'achat en 2019 et début 2020. Ces revenus réels profiteraient aussi aux achats des ménages espagnols, français et italiens. Ainsi, la croissance du PIB pourrait redémarrer en Allemagne (passant de +0,0 % en fin d'année 2019 à +0,3 % au printemps 2020), se maintenir à +0,4 % par trimestre en Espagne mais elle s'élèverait seulement à +0,1 % par trimestre en Italie.

Le commerce extérieur français pèserait encore sur la croissance

Les exportations ralentissent

Depuis le début d'année 2019, les exportations françaises stagnent. La morosité des livraisons automobiles mais également des exportations de services ont pénalisé les exportations jusqu'au troisième trimestre. Elles accéléreraient cependant au quatrième trimestre, portées par les livraisons aéronautiques et navales (*éclairage de la fiche Échanges extérieurs*). Le rythme des livraisons se réduirait toutefois par contrecoup durant le premier semestre, conduisant à un acquis de croissance de +1,3 % à mi-2020. Le ralentissement des exportations serait ainsi assez net par rapport à 2019 (+2,1 % prévu) et 2018 (+3,5 %).

La contribution du commerce extérieur à la croissance serait négative à partir de 2019

Les importations ont, de leur côté, été bien plus dynamiques que les exportations depuis le début de l'année. Elles continueraient de croître d'un peu moins d'1 % par trimestre d'ici la mi-2020, conduisant à un acquis de croissance à mi-année de 2,3 % après un accroissement de +2,5 % prévu en 2019.

Ainsi, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait négative en 2019 (-0,2 point de PIB) et son acquis pour 2020 serait encore négatif (-0,3 point).

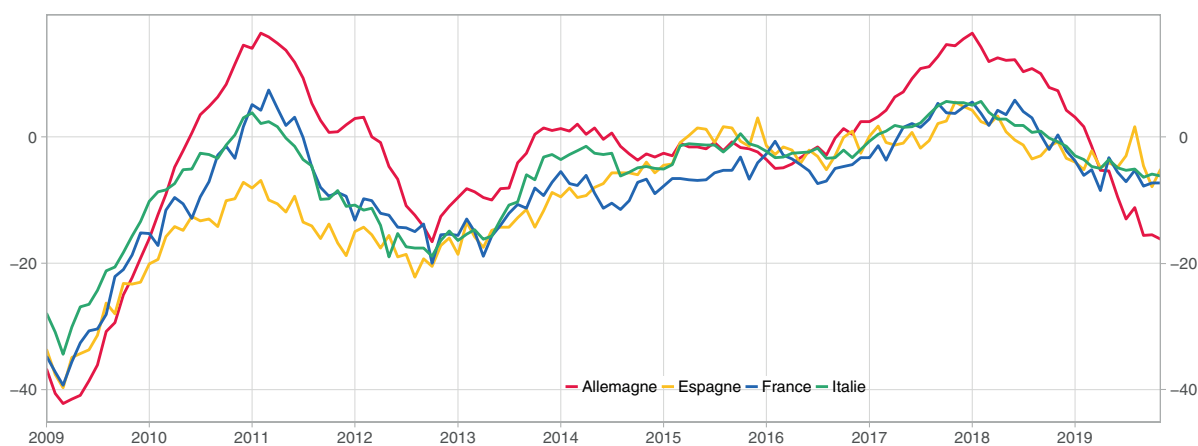
La croissance française pâtirait de l'érosion de la production industrielle

Le climat des affaires se maintient à des niveaux élevés dans la construction et les services et diminue dans l'industrie

Comme en zone euro, le climat global des affaires plutôt favorable en France masque une divergence entre les principaux secteurs d'activité (graphique 3). Dans les services et le commerce de gros et de détail, l'indicateur de climat se maintient en zone favorable, autour de 105. En revanche, dans l'industrie, sa dégradation depuis deux ans l'a conduit en novembre 2019 au niveau de sa moyenne de long terme (100), ce qui n'avait pas été observé depuis juin 2015. À l'inverse, le climat dans le bâtiment reste depuis un an à des sommets (au-dessus de 110), atteints pour la dernière fois en 2008.

2 - Dans les principaux pays de la zone euro, le climat des affaires dans l'industrie s'est plus dégradé que celui dans les services

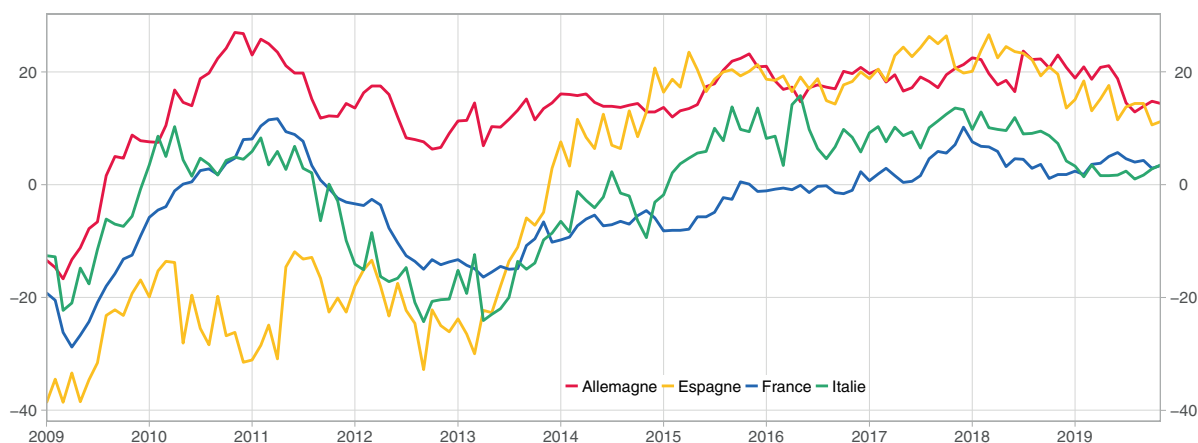
Indicateur de confiance dans l'industrie



Source : Commission européenne, DG EcFin

dernier point : novembre 2019

Indicateur de confiance dans les services



Source : Commission européenne, DG EcFin

dernier point : novembre 2019

Vue d'ensemble

La production dans les services serait de nouveau robuste

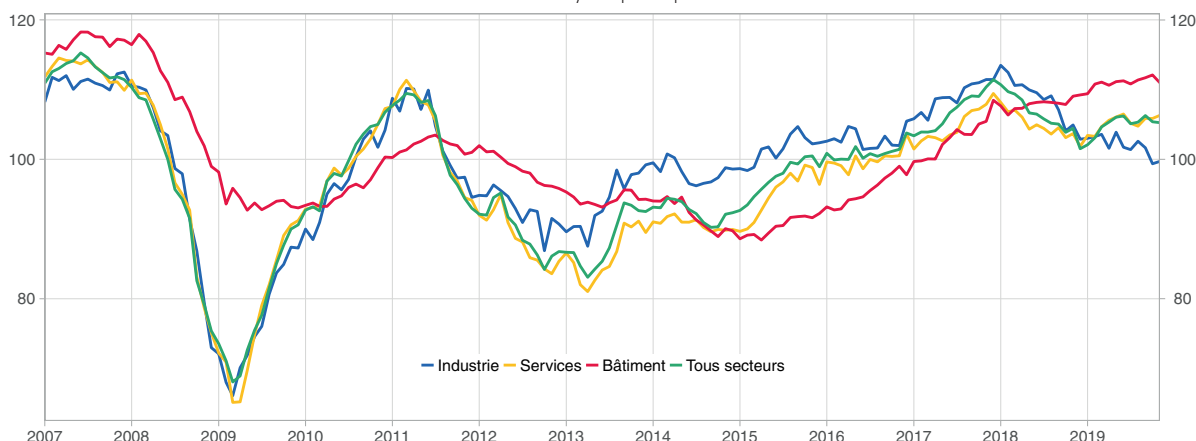
Comme les climats sectoriels, les rythmes de production seraient plus soutenus dans les services marchands (de l'ordre de +0,5 % par trimestre début 2020, *graphique 4*) que dans l'industrie où le repli de l'activité se poursuivrait jusqu'en début d'année 2020. Dans la construction, l'optimisme déclaré actuellement par les entrepreneurs serait toutefois tempéré durant les prochains trimestres par le net ralentissement de l'activité dans les travaux publics. En effet, les investissements municipaux se tariraient à l'approche des élections de mars prochain (*dossier Le cycle des élections municipales*), marquant un coût d'arrêt sur la production et l'emploi d'une partie du secteur.

La croissance française serait comprise entre +0,2 % et +0,3 % par trimestre d'ici la mi-2020

Au total, le PIB français croîtrait de 0,3 % au quatrième trimestre 2019. C'est ce que suggèrent également de nouvelles prévisions de PIB « en continu » établies au moment de l'achèvement de la rédaction de cette Note (*dossier Prévoir en continu la croissance française*). Sa croissance serait ensuite de 0,2 % au premier puis de 0,3 % au deuxième trimestre 2020 (*graphique 5*). Après une croissance annuelle de +1,3 % en 2019, l'acquis de croissance du PIB serait de +0,9 % à la mi-2020.

3 - En France, la divergence entre le moral des entrepreneurs dans l'industrie et dans les services s'accroît

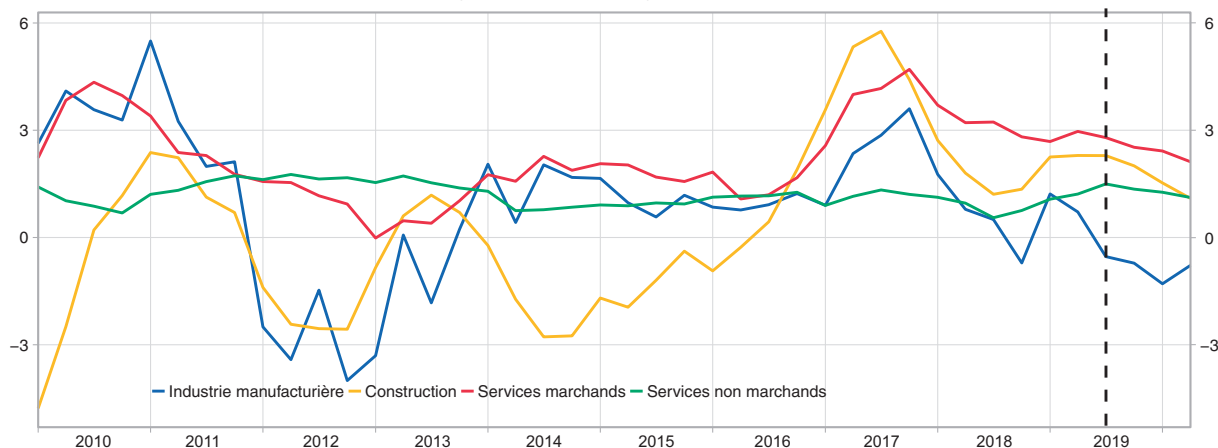
indicateur synthétique en points



Source : Insee, enquêtes de conjoncture

4 - Les rythmes de croissance de la production des principaux secteurs d'activité en France diffèrent notablement

glissement annuel de la production en %



Source : Insee, comptes nationaux

L'emploi ralentirait mais le chômage garderait sa tendance à la baisse

Environ 88 000 emplois seraient créés au premier semestre 2020

Après avoir été particulièrement dynamique au premier semestre 2019 (+170 000), l'emploi total ralentirait au second semestre (+94 000) puis au premier semestre 2020 (+88 000). Dans les secteurs marchands non agricoles, les services hors intérim apporteraient de nouveau la principale contribution à la croissance de l'emploi (+61 000 puis +68 000 au premier semestre 2020), tandis que l'intérim continuerait de se replier légèrement jusqu'à la mi-2020 et que l'emploi industriel augmenterait un peu. Dans le secteur non marchand, l'emploi aidé repartirait à la baisse après s'être quasiment stabilisé au premier semestre 2019. Les créations d'emplois non marchands compenseraient toutefois les réductions du nombre de contrats aidés (*éclairage de la fiche Emploi*), permettant un léger accroissement de l'emploi de l'ensemble du secteur.

La baisse tendancielle du taux de chômage se poursuivrait

L'emploi ralentit mais la hausse tendancielle de la population active continue de s'atténuer. Au-delà des aléas statistiques au trimestre le trimestre, le taux de chômage baisserait à nouveau de l'ordre de 0,1 point par trimestre, atteignant de 8,2 % au printemps 2020 contre 8,5 % un an plus tôt.

La consommation des ménages garderait une progression régulière

L'inflation demeurerait légèrement supérieure à 1 % au premier semestre 2020

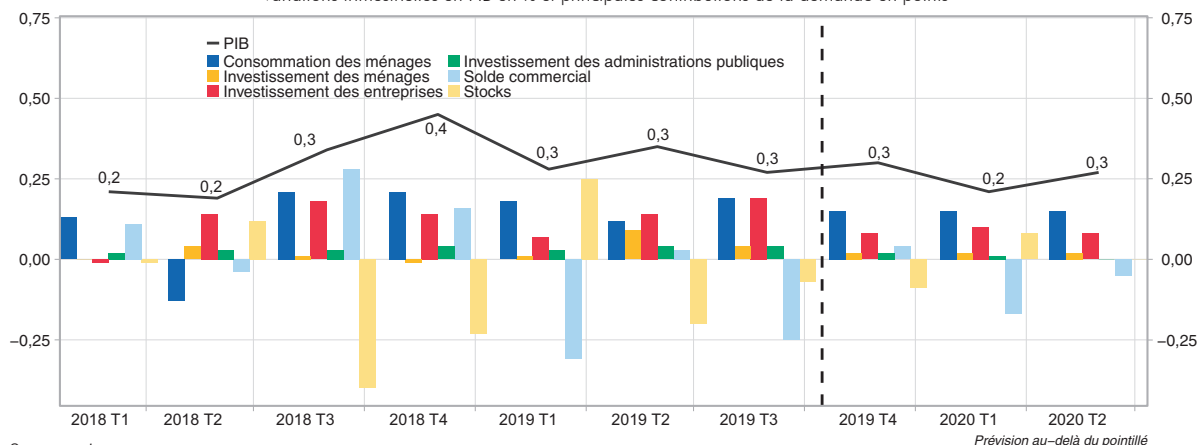
L'inflation retrouverait en juin 2020 un niveau proche (+1,1 %) de celui de novembre 2019 (+1,0 %), après s'être élevée à +1,4 % en février 2020. Les effets des augmentations de prix dans certains secteurs (fiscalité indirecte sur le tabac, durcissement du bonus-malus automobile, éco-taxe sur les vols au départ de France, réduction de la durée des soldes à quatre semaines) seraient contrebalancés par la faiblesse tendancielle de l'inflation sous-jacente, proche de 1 % durant la période de prévision.

Au premier semestre 2020, les salaires bénéficieraient de la reconduction de la prime exceptionnelle

La reconduction de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, qui avait profité au salaire moyen par tête en début d'année 2019, permettrait de soutenir les salaires au premier semestre 2020. Elle serait cependant conditionnée à la mise en place d'un accord d'intéressement, réduisant ainsi le champ des entreprises qui l'utiliseraient. Hors effet des primes, le salaire de base continuerait de croître durant la période de prévision de l'ordre de 0,4 % par trimestre, comme au troisième trimestre 2019.

5 - L'activité en France conserverait le même rythme trimestriel de croissance qu'en 2019

variations trimestrielles en PIB en % et principales contributions de la demande en points



Source : Insee

Vue d'ensemble

Après le dynamisme de 2019, le revenu des ménages progresserait moins vite début 2020

En 2019, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages augmenterait solidement (+2,1 % après +1,2 % en 2018, soit, par unité de consommation, +1,6 % après +0,7 %). Au-delà du dynamisme de l'emploi et des salaires, ont aussi contribué à cette hausse les réductions de taxe d'habitation, le relèvement de la prime d'activité, les exonérations d'impôts et de cotisations sociales à la charge des salariés sur les heures supplémentaires et les allègements de CSG pour certaines catégories de ménages. Après une lourde chute fin 2018, les indicateurs de confiance des ménages se sont d'ailleurs nettement redressés en 2019 (*éclairage de la fiche Revenu des ménages*). La deuxième vague de réduction de la taxe d'habitation porterait les revenus des ménages au quatrième trimestre, puis les réductions d'impôt sur le revenu prendraient le relais début 2020. L'acquis de croissance des revenus réels des ménages serait de +0,8 % à la mi-2020, soit +0,4 % par unité de consommation.

La consommation des ménages garderait son rythme

Au quatrième trimestre 2019, la consommation des ménages serait ponctuellement affectée par de moindres dépenses en énergie mais aussi en services de transport du fait des mouvements sociaux en octobre et décembre ; à l'inverse, elle serait soutenue par un regain de consommation alimentaire. En début d'année 2020, elle conserverait un rythme de croissance de +0,3 % par trimestre. Parallèlement, le taux d'épargne des ménages atteindrait 15,2 % en fin d'année 2019 avant de refluer légèrement jusqu'à 14,7 % au deuxième trimestre 2020.

L'investissement des entreprises serait un peu moins dynamique qu'en 2019

Les entrepreneurs demeurent prudents sur leurs perspectives d'investissement

L'investissement des entreprises a été soutenu ponctuellement au troisième trimestre (+1,4 %) par l'anticipation d'un changement de normes automobiles qui a stimulé les dépenses en produits manufacturés. Ces dernières caleraient ensuite au quatrième trimestre, mais l'investissement en services des entreprises demeurerait dynamique en fin d'année 2019. Dans un environnement macroéconomique un peu moins porteur, l'investissement des entreprises ralentirait à +0,7 % au premier trimestre puis +0,6 % au deuxième trimestre 2020.

Après les élections municipales, l'investissement des administrations publiques freinerait

Le cycle électoral municipal modulant l'investissement des administrations publiques, celui-ci ralentirait nettement début 2020 (acquis de croissance de +1,3 % à mi-année) après avoir crû vivement en 2019 (+4,0 %). Enfin, l'investissement des ménages poursuivrait sa croissance en 2020 (+1,6 % d'acquis de croissance) sur sa lancée de 2019 (+2,0 %).

Les risques politiques s'atténuent un peu, mais les risques économiques demeurent

Le ralentissement économique mondial pourrait être plus marqué qu'anticipé

L'ampleur du ralentissement chinois reste difficile à évaluer, mais il pourrait être plus important que prévu et peser par conséquent sur le commerce mondial. Aux États-Unis, l'atténuation des effets des stimuli fiscaux pourrait contribuer, davantage qu'anticipé, au ralentissement de l'activité.

Les scénarii extrêmes deviennent moins probables sur le Brexit et les tensions protectionnistes

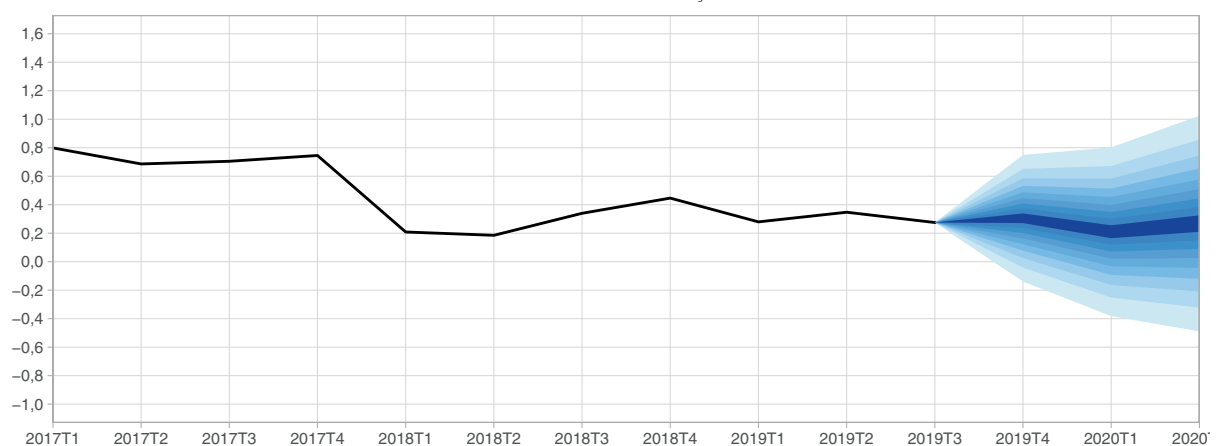
En Europe, malgré les incertitudes persistantes qui entourent un Brexit de nouveau reporté, la probabilité d'une séparation de l'Union européenne brutale et sans accord paraît diminuer. Dans le reste du monde, malgré les relèvements récents de barrières douanières américaines, les risques de nouvelles hausses tarifaires ne sont certes pas exclus mais semblent tout de même s'atténuer.

Questions autour de la croissance européenne

Si un léger redressement de l'économie allemande est attendu d'ici mi-2020, grâce au soutien de la consommation, les perspectives industrielles outre-Rhin semblent encore obscurcies et pourraient une nouvelle fois peser sur l'activité de la première économie européenne et de ses partenaires. En France également, la production industrielle donne des signes de fragilité qui pourraient éventuellement affaiblir la dynamique plus solide observée dans les services. Inversement, compte tenu des gains de pouvoir d'achat, la consommation des ménages européens pourrait s'avérer plus vigoureuse que prévu. ■

6 - Le graphique des risques associés à la Note de conjoncture

variation trimestrielle du PIB français en %



Lecture : le graphique des risques retrace, autour de la prévision centrale (en trait bleu), 90 % des scénarios probables. La première bande, la plus foncée, décrit les scénarios les plus probables autour du scénario central, l'ensemble de ces scénarios ayant une probabilité totale de 10 %. La deuxième, un peu moins foncée, se décline en deux sous-bandes immédiatement au-dessus et immédiatement en dessous de la bande centrale ; elle contient les scénarios qui suivent en termes de probabilité, de telle sorte que la probabilité totale des deux premières bandes atteigne 20 % ; et ainsi de suite, en allant du centre vers l'extérieur et de la bande la plus foncée à la bande la plus claire, jusqu'à atteindre 90 % (cf. la Note de conjoncture de l'Insee de juin 2008, pages 15 à 18). On peut alors estimer que le premier résultat qui sera publié dans les comptes trimestriels pour le quatrième trimestre 2019 a 50 % de chances d'être compris entre +0,1 % (bas de la cinquième bande en partant du bas) et +0,4 % (limite supérieure de la cinquième bande en partant du haut) et 90 % de chances d'être compris entre -0,2 % et +0,7 %. Au premier trimestre 2020, l'intervalle de confiance à 90 % est [-0,3 % ; +0,8 %].
Source : Insee

Chiffres-clés : la France et son environnement international

	2018				2019				2020		2018	2019	2020 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Environnement international													
PIB des économies avancées	0,4	0,6	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	2,2	1,7	1,0
PIB de la zone euro	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	1,7	1,1	0,7
Baril de Brent (en dollars)	67	75	75	69	63	69	62	60	60	60	71	63	60
Taux de change euro-dollar	1,23	1,19	1,16	1,14	1,14	1,12	1,11	1,11	1,11	1,11	1,18	1,12	1,11
Demande mondiale adressée à la France	0,3	1,0	0,6	0,5	0,9	-0,7	0,5	0,3	0,4	0,7	3,9	1,5	1,2
France équilibre ressources-emplois													
Produit intérieur brut													
	0,2	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	1,7	1,3	0,9
Importations	-0,7	0,7	-0,1	1,3	1,1	-0,3	0,7	0,9	0,7	0,8	1,2	2,5	2,3
Dépenses de consommation des ménages	0,2	-0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,9	1,2	1,0
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	-0,1	0,2	0,2	0,5	0,0	0,5	0,5	0,3	0,0	0,3	0,7	1,1	0,8
FBCF totale	-0,1	0,8	1,0	0,8	0,5	1,3	1,2	0,5	0,5	0,4	2,8	3,5	2,2
dont : ENF	-0,1	1,1	1,4	1,1	0,5	1,1	1,4	0,6	0,7	0,6	3,9	4,1	2,6
Ménages	0,1	0,7	0,3	-0,2	0,2	1,7	0,7	0,3	0,3	0,4	2,0	2,0	1,6
Exportations	-0,4	0,6	0,8	1,8	0,1	-0,2	-0,1	1,0	0,2	0,6	3,5	2,1	1,3
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks ¹	0,1	0,1	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,3	0,3	1,3	1,8	1,2
Variations de stocks ¹	0,0	0,1	-0,4	-0,2	0,3	-0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,0	-0,3	-0,3	-0,1
Commerce extérieur	0,1	0,0	0,3	0,2	-0,3	0,0	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	0,7	-0,2	-0,3
France situation des ménages													
Emploi total (variation en fin de trimestre)	69	34	47	80	107	62	40	53	43	45	230	263	88
Salariés du secteur marchand non agricole	45	34	33	52	98	43	33	41	35	33	164	215	68
Taux de chômage BIT France (hors Mayotte) ²	9,2	9,1	9,1	8,8	8,7	8,5	8,6	8,4	8,3	8,2	8,8	8,4	8,2
Indice des prix à la consommation ³	1,6	2,0	2,2	1,6	1,1	1,2	0,9	1,2	1,1	1,1	1,8	1,1	1,2
Inflation « sous-jacente » ³	0,9	0,8	0,7	0,7	0,5	0,9	0,9	0,9	1,1	1,0	0,8	0,8	1,1
Pouvoir d'achat des ménages	-0,6	0,8	0,2	1,1	0,6	-0,2	0,6	0,8	0,0	0,0	1,2	2,1	0,8

■ Prévission

1. Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

2. Pour les données annuelles, le taux de chômage correspond au taux de chômage du dernier trimestre de l'année

3. Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre, puis variation de moyenne annuelle

Note : les volumes sont calculés aux prix de l'année précédente chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %.

APU : administrations publiques

ENF : entreprises non financières

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

PIB : produit intérieur brut

FBCF : formation brute de capital fixe

Chômage BIT : chômage au sens du Bureau international du travail

Source : Insee